



ENONCE DU PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GENERALE DE L'ETAT

Andriamatoa Filoha,

Ramatoa sy Andriamatoa isany Solombavambahoaka

Miangavy antsika rehetra aho mba hiara-hitsangana. Hanokana iray minitra fahanginana ho an'ireo Malagasy abiaby ianjadian'ny fahantrana.

Misaotra anareo .!

Tompokolahy sy Tompokovavy,

Araky ny voalazan'ny Lalampanorenana, andininy 99, dia anjarako, Praiministra, Lehiben'ny Governemanta no manolotra anareo ny fandaharan'asa ho fanatanterahana ny Politika Ankapoben'ny Fanjakana arak'izay nofaritan'ny Filohan'ny Repoblika.

Tena marary ny Firenentsika. Nefa tsy mbola very fanantenana isika.

Inona ary no tsy maintsy atao hitsaboan-tsika malaky ity Firenena ity?

Mamela ahy ianareo hanohy amin'ny teny frantsay noho ny antony teknika.

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les députés,

Récemment, un ambassadeur d'une nation amie me disait, les malgaches habitent dans un paradis mais ils ne le savent pas. Nous savons que les années qui viennent de s'écouler n'ont épargné personne, les marmites sont vides et le secteur privé est à genou.

Présenté de manière plus détaillée, ce bilan diagnostic nous permet de voir l'état des lieux d'où nous devons partir pour reconstruire le pays et bâtir cette refondation tel qu'il a été préconisé par Son Excellence, Monsieur le Président de la République.

1. Sur la Gouvernance et l'Etat de droit :

Quelle en est la situation pour que le Président de la République ait souligné avec insistance l'importance des mesures à prendre ? En dépit de l'existence d'un arsenal juridique fourni, la puissance publique malgache ne se soumet pas véritablement au droit. Le non- respect de la hiérarchie des normes devient une habitude, l'inégalité devant la loi comme l'absence de l'impartialité de la justice est monnaie courante.

Le double héritage du système féodal d'un côté et colonial de l'autre comporte l'inconvénient de ses avantages sur la République. Il continue à nourrir le culte de la personnalité et la

pensée unique ce qui entraîne un grave dysfonctionnement des institutions de la République. S'il faut y ajouter l'incapacité du Parlement à jouer pleinement son véritable rôle, on ne peut qu'admettre qu'il y a défaillance de l'ensemble des institutions politiques. En effet, le pouvoir législatif propose peu ou pas de lois. Et pour des raisons diverses, la qualité des lois votées laisse parfois à désirer ce qui prête parfois à des interprétations des plus contradictoires.

La mauvaise gouvernance est également constatée à travers l'incapacité des organes de contrôle existants à remplir leur rôle (IGE, BIANCO, SAMIFIN...). Bien que créés dans un souci bien louable, leur efficacité est annihilée par la politisation à outrance de l'administration et des forces de l'ordre, l'absence de transparence dans la gestion des finances publiques et la pseudo-indépendance des organes de contrôle.

Par ailleurs, la mauvaise gouvernance y compris le non-respect de l'état de droit se trouve renforcée par l'insuffisance du dialogue social et de la participation citoyenne. Ainsi le manque de redevabilité sociale manifeste constitue le couronnement de la mauvaise gouvernance.

Enfin, le pouvoir resté entre les mains d'une oligarchie confinée dans la capitale bloque la démocratisation et la décentralisation. Il y a ce qui peut être qualifié d'« appropriation privées de certains services publics ». La décentralisation est restée une fiction : après 50 ans d'indépendance, 95% du budget national reste géré au niveau central !

Donc la mauvaise gouvernance a fait en sorte que le citoyen n'a confiance ni à ses semblables encore moins à l'Etat c'est-à-dire ni à l'Administration en général ni à la Justice en particulier. A ceci s'ajoute la perte de crédibilité au niveau international.

2. Sur le plan économique :

L'essentiel des problèmes constatés se résume en quatre points : l'insuffisance de la performance économique globale, un commerce chaotique et désorganisé, un environnement des affaires défavorable et la prédominance du secteur informel.

La performance de notre économie est restée faible durant ces cinq décennies d'indépendance. En effet, depuis l'indépendance, alors que le taux de croissance démographique s'établit autour de 3% par an, le PIB croît en moyennement de 2% pendant la même période. Ce qui explique la pauvreté structurelle de la majorité des malgaches. Les années où la croissance du PIB est négative sont plus nombreuses que celles où l'on a pu enregistrer une croissance positive ! Et quand la croissance du PIB se trouvait bien au-dessus de celle de la démographie, aucun impact sur la majorité de population n'a été enregistré.

S'agissant de l'environnement des affaires, il demeure incertain, peu incitatif donc défavorable à l'entreprise privée malgré l'abondance de la main d'œuvre. L'importante réserve de main d'œuvre à bon marché est une réalité. Mais les compétences demandées par le marché de l'emploi ne sont pas dispensées par les structures de formation. S'il faut y adjoindre l'existence d'une corruption qui gangrène l'administration avec l'insuffisance de l'épargne et le difficile accès aux financements bancaires, on peut affirmer que le secteur privé ne peut pas ainsi s'épanouir pour remplir son rôle de créateur des richesses.

A côté d'une industrie embryonnaire mais vieillissante, il existe un immense secteur informel. Il emploie la majeure partie des actifs des grandes agglomérations. Dans l'anarchie totale, il n'est pas connu de l'administration fiscale. Les activités essentielles du secteur informel se trouvent être le commerce. Chaotique et désorganisé, le secteur informel freine le développement.

Dans le monde rural, le développement se trouve également freiné par la technicité trop limitée des acteurs et l'insuffisance des moyens matériels et financiers disponibles. Alors que la majorité de la population vit du secteur primaire, la croissance de la productivité n'y dépasse presque jamais le taux de croissance démographique. Ce qui explique la pauvreté chronique qui y sévit.

Ainsi le maintien du système, de la structure et du rythme de reproduction sociale actuelle va pérenniser les inégalités sous toutes leurs formes. Madagascar va rester un pays sous-développé, fournisseur de matières premières et perpétuellement dépendant.

3. Sur le développement social et le capital humain

Même si quelques minces succès et parfois instables sont enregistrés, partout, les conditions sanitaires de la population demeure fragile. L'éducation et la formation professionnelle ne répondent pas aux besoins du développement. Le secteur Eau, Hygiène et Assainissement se situe bien en deçà du niveau attendu. Le déséquilibre au niveau territorial caractérise l'accès aux besoins sociaux fondamentaux. L'abandon de plus en plus criant des valeurs culturelles ne fait que renforcer la précarité et le déséquilibre de la société.

Si des réponses concrètes et efficaces ne sont apportés face aux urgences sociales et humanitaires, le fossé entre les riches et les pauvres vont se creuser davantage. Pire des catastrophes sociales sont à craindre. Elles peuvent générer des troubles et provoquer des instabilités.

4. Sur l'environnement et le changement climatique

Bien que des efforts aient été fournis depuis les années 90, la dégradation de l'environnement continue, l'écosystème est de plus en plus en danger. Parallèlement, on remarque l'insuffisance d'organisations pérennes contre l'effet néfaste du changement climatique.

Ainsi des catastrophes d'origine climatique nous guettent. Si elles ne peuvent pas être évitées, leurs effets peuvent être limités grâce à des mesures concrètes de prévention. Parallèlement, nos richesses naturelles, auront totalement disparu.

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les députés,

Quelles solutions faut-il apporter et quelle démarche adopter ?

Son excellence, Monsieur le Président de la République veut un changement immédiat et efficace. Dans ses orientations, il exige le rétablissement de la confiance. La confiance entre les citoyens par la réconciliation nationale réelle ce qui seule peut conduire à une véritable concorde nationale, garante de la stabilité et de la cohésion. Il nous faut reconstruire la confiance envers l'Administration y compris la justice. Il exige aussi qu'on rebâtisse les conditions de notre crédibilité vis-à-vis du monde extérieur.

Son Excellence, Monsieur le Président de la République ordonne qu'on fasse de manière à ce que la croissance soit accélérée, inclusive et durable. Il exige qu'il soit rétablit un environnement de paix, de concorde et de justice de telle sorte qu'une amélioration sensible des conditions de vie de la majorité de la population soit une réalité rapide. Il nous faut se rappeler qu'avec la même structure et le même rythme de croissance ajustée sur les seules offres d'aide au développement traditionnelle, Madagascar restera un pays sous développé. C'est pourquoi, il nous faut une volonté politique pour parvenir à des objectifs ambitieux en passant par une relance du développement.

Ces objectifs exigent un taux de croissance économique de 7% dès le deuxième semestre 2014 et à deux chiffres en 2015. Pour y parvenir, il faut atteindre un taux d'investissement de plus de 25% du PIB dès 2014, pouvoir créer près de 500 000 emplois à fin 2015. L'incidence de la pauvreté doit être réduite ainsi de 7 à 10 points en 2015.

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les députés,

Pour une meilleure lisibilité, mon programme de mise en œuvre de la Politique Générale de l'Etat va être présenté sur quatre axes qui se classent de la manière suivante :

1. Sur l'Amélioration de la Gouvernance démocratique et de l'Etat de droit ;
2. Sur l'accélération de la croissance inclusive, la promotion de l'emploi et le développement de nos territoires ;
3. Sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et du renforcement du capital humain ; et,
4. Sur la protection de l'environnement et l'atténuation des effets néfastes du changement climatique.

SUR L'AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE ET L'ETAT DE DROIT.

Pour y parvenir, je préconise des mesures qui doivent nous mener vers une justice impartiale et indépendante, des organes de contrôle efficaces et compétents, des médias libres et responsables, un équilibre des pouvoirs, des acteurs politiques conscients de leurs droits et devoirs avec une administration efficace et intègre au service du citoyen.

La gouvernance ne peut être qualifiée de démocratique que quand la population malagasy dans son ensemble s'épanouit grâce à une décentralisation effective qui lui permet de gérer les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires pour leur bien-être, avec les dirigeants qu'elle a élus démocratiquement.

Enfin, la bonne gouvernance suppose la restauration et le maintien permanent de la sécurité des biens et des personnes sur toute l'étendue du pays. Ceci ne peut être considéré comme entièrement réalisé que si l'intégrité et la défense du territoire y compris la zone économique spéciale se trouvent effectivement garantis.

SUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE INCLUSIVE, LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT DE NOS TERRITOIRES

Pour y parvenir, une bonne gouvernance économique en constitue un préalable. La transparence dans la gestion budgétaire est de règle. L'assainissement et la modernisation de l'environnement des affaires comptent parmi les premières réformes.

Nous devons redynamiser les secteurs productifs notamment agricoles pour augmenter très rapidement les revenus dans le monde rural où se trouvent la majorité de la population. Notre défi n'est autre qu'une croissance partagée. La majorité sinon l'ensemble de la population participe aussi bien aux efforts qu'aux fruits de la croissance.

Une croissance élevée suppose une amélioration qualitative et quantitative des infrastructures : réhabilitations et nouvelles constructions. La croissance par l'augmentation de la productivité doit également être réussie grâce à l'amélioration des méthodes et moyens techniques utilisés. La modernisation et ipso facto la compétitivité de notre économie se conquiert par une transition énergétique notamment par la promotion des énergies renouvelables.

Avec un meilleur cadre légal et une réorganisation appropriée, le secteur minier doit pouvoir trouver un dynamisme pour acquérir sa vraie place de moteur de développement du Pays.

Et pour conforter le rôle essentiel du tourisme dans la croissance et de manière durable, une réorganisation du secteur s'impose.

Enfin, le développement et la diversification des échanges doivent s'inscrire dans un cercle vertueux de croissance inclusive et équitable.

SUR L'AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET LE RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN

L'objectif est simple : chaque malgache participe aux efforts de développement et doit pouvoir bénéficier de la croissance. L'enjeu principal consiste à permettre à tous l'accès à des services sociaux de base de qualité (santé, éducation, ...), à renforcer le capital humain, ainsi qu'à mettre en place un environnement favorisant l'épanouissement de l'individu dans la société en passant par de différentes mesures dont la réinsertion et la protection sociales.

L'amélioration de l'accès aux services sociaux essentiels passe par l'ouverture ou la réouverture des 113 Centres de Santé de Base (CSB). Il nous faut aussi renforcer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel. L'accès aux services des infrastructures du secteur Eau, Hygiène et Assainissement compte naturellement parmi nos priorités. Par ailleurs, au niveau

du secteur éducatif, relever le taux d'accès avec celui de rétention à tous les niveaux en constitue un des défis majeurs que mon gouvernement s'est fixé.

En d'autres termes, le renforcement du capital humain passe par une nouvelle approche de l'éducation fondamentale, de l'enseignement secondaire et technique ainsi que de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'objectif consiste à donner à nos jeunes un niveau de compétences en harmonie avec la modernisation de l'économie et des besoins du développement.

Enfin, sans la capitalisation des valeurs culturelles, un pilier essentiel du renforcement du capital humain comporterait un handicap majeur. Le dialogue culturel à tous les niveaux rapproche les concitoyens et milite pour une meilleure compréhension mutuelle et la cohésion ainsi que la solidarité nationale. Une réconciliation en profondeur ne peut que mener ce pays vers la concorde nationale et la stabilité.

SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ATTENUATION DES EFFETS NEFASTES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Madagascar est souvent considéré synonyme « Exception environnementale ». C'est pourquoi, afin de préserver notre richesse naturelle, des mesures rigoureuses pour renforcer la gouvernance et la protection de l'environnement sont préconisées. Afin d'éradiquer complètement les trafics des espèces protégées, mon gouvernement va présenter une série de mesures dans les jours et semaines qui viennent. Priver nos descendances de ce dont elles ont droit n'est-il pas un crime ? Ce sera la tolérance zéro pour les trafics de bois précieux dont les bois de rose.

Parallèlement, nous allons mettre en place un ensemble de mesures pour permettre d'atténuer les effets néfastes du changement climatique. S'il n'est pas possible de les éviter, il faut s'assurer de pouvoir rendre les incidences du changement climatique moins graves sur la population.

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les députés,

Avant de terminer, permettez-moi de vous présenter, en avant-goût, quelques mesures phares parmi les centaines d'actions que mon gouvernement a décidées de réaliser.

1- Mettre en place 3 fonds :

- Un fonds de secours d'urgence et humanitaire,
- Un fonds de solidarité et d'équité,
- Un fonds d'insertion et/ou de réinsertion professionnelle

2- Valoriser le concept de « fihavanana » pour servir de levier au dialogue social et de courroie de transmission entre les institutions afin qu'il y ait une cohérence et une synergie entre les actions des départements ministériels ;

3- Consolider et renforcer le processus de décentralisation effective afin que l'administration de proximité devienne une réalité pour la population aux fins fonds de

la brousse qui doivent parcourir plusieurs kilomètres pour accéder aux services publics de base ;

4- Prendre toutes les mesures de manière à résoudre définitivement le problème de délestage dans les trois mois qui viennent ;

5- Intégrer au sein de la fonction publique une première vague d'enseignants FRAM, parmi ceux qui ont la qualification requise ;

6- Mettre fin aux attaques à mains armées sur les principales routes nationales (RN 2, RN 1, RN 4, RN 7, etc.) et démanteler les réseaux de banditisme urbain ;

7- Faciliter la liaison aérienne au niveau régional ;

8- Renforcer le désenclavement en réduisant au maximum l'isolement des localités.

9- Automatiser l'octroi des pensions des retraités

Je résume donc l'engagement de mon Gouvernement en :

1. UN PACTE D'ETHIQUE ET DE PERFORMANCE AVEC DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE RESULTATS.
2. MESURES URGENTES ET PROGRAMMEES DE REDRESSEMENT ET D'ASSAINISSEMENT.

Je mesure toute l'étendue de cette mission oh combien passionnante et prie pour que la ferveur et l'énergie qui nous anime soient chaque jour raffermies pour l'accomplissement avec succès de notre sacerdoce.

Maintenant, nous sommes à votre disposition pour recevoir vos suggestions.

Enfin et non des moindres, j'aimerais vous dire que les membres du Gouvernement que j'ai l'honneur de diriger s'associent avec moi pour vous présenter nos félicitations les plus chaleureuses pour votre élection à l'Assemblée nationale.

Je vous remercie de votre aimable attention.